cese
Conseil économique social et environnemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté — Égalité — Fraternité

Résolution adoptée
Séance plénière du 25 novembre 2026

Défendre *l'avenir financier* de la culture

Déclaration du groupe Alternatives sociales et écologiques

Notre groupe partage l'alerte lancée par cette résolution sur l'avenir de la culture.

Oui, aujourd'hui, les risques sont effectivement grands de voir disparaître des pans entiers de la culture.

Déjà les conséquences sont connues sur les cinémas, les librairies, les théâtres, les festivals... mais aussi pour les associations qui participent du mouvement culturel. Ce sont des productions, des créations, des emplois qui sont menacés comme des pratiques amateures.

Aucune société démocratique ne vit sans vitalité culturelle. Et si préférer tel art à un autre, telle pratique culturelle à une autre… est bien le choix de chacun et chacune, il n'en reste pas moins que la possibilité de faire des choix culturels dépend de l'offre et ce dans chacun des territoires. Or, les inégalités territoriales en la matière éloignent nombre de personnes de la culture, et ce sont toujours les plus modestes, les plus fragilisés qui en pâtissent.

Alors que nous sommes à la veille d'échéances électorales, nous assistons à une forme d'impensée sur la culture. Pas de débat sur les enjeux culturels, bien peu de réactions aux alertes des artistes sur leur sort, aux SOS lancés par les associations. C'est aussi la fin d'un consensus politique sur la place de la culture dans notre société. La pression politique étant moindre, l'exigence budgétaire l'est aussi. Car les choix budgétaires sont aussi des choix politiques.

Le renoncement à faire de la culture une priorité amène à l'affaiblir alors qu'elle est un ciment social dont nous avons tant besoin aujourd'hui. Baisser ses financements, alors qu'elle est déjà fragilisée, revient à la mettre à mal. Au moment où se décide le budget pour 2027, alors qu'une baisse de plus de 95 millions est prévue, il est important de redire que la culture joue un rôle essentiel dans notre société démocratique.

Le service public de la culture doit être soutenu alors que de nouvelles baisses sont prévues notamment pour le ministère de la culture ;

Les Collectivités territoriales qui assurent 75 % du financement doivent être confortées, de même que les associations, déjà fragilisées par ailleurs. Et pourquoi pas une loi d'orientation et de programmation pour la culture ?

Nous avons voté cette résolution et nous souscrivons à sa proposition « d'inscrire la culture au cœur des priorités politiques et des choix collectifs pour sa capacité à nourrir l'émancipation des personnes et notre ambition démocratique ».